

**Arrêté préfectoral n° 53DCBPEF-2026-009 du 27 janvier 2026**

levant la mise en demeure prescrite par arrêté préfectoral n° 53DCBPEF-2025-101 du 4 juillet 2025 à l'encontre de la société SAICA PACK FRANCE située Z.I. des Touches, 47-49 rue Etienne Lenoir à Laval (53000), autorisée par arrêté préfectoral n°2009-P-1233 du 3 décembre 2009, modifiée, de régulariser la situation administrative de ses activités de reproduction graphique relevant la rubrique 2450 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

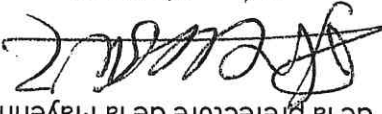
**La préfète de la Mayenne,  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,**

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-7, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;  
Vu le décret du Président de la République du 30 juillet 2025 portant nomination de Mme Nadège BAPTISTA, préfète de la Mayenne ;  
Vu le décret n°2018-900 du 22 octobre 2018 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;  
Vu le décret n°2020-559 du 12 mai 2020 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;  
Vu l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 12 mai 2020 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2940 (application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc., sur support quelconque) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;  
Vu l'arrêté préfectoral en date du 5 janvier 2026, régulièrement publié, portant délégation de signature à M. Ronan LEAUSTIC, secrétaire général de la préfecture de la Mayenne, sous-préfet de l'arrondissement de Laval, arrondissement chef-lieu, et suppléance de la préfète de la Mayenne ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2009-P-1233 du 3 décembre 2009 modifié, autorisant le directeur de la société SAICA PACK FRANCE à poursuivre l'exploitation de l'activité de l'établissement implanté 47-49 rue Etienne Lenoir à Laval, et à augmenter sa capacité de production, sur le site susmentionné ;  
Vu l'arrêté préfectoral n°53DCBPEF-2025-101 du 4 juillet 2025 portant mise en demeure à l'encontre de la société SAICA PACK FRANCE située 47-49 rue Etienne Lenoir à Laval (53000), autorisée par arrêté préfectoral n°2009-P-1233 du 3 décembre 2009, modifiée, de régulariser la situation administrative de ses activités de reproduction graphique relevant la rubrique 2450 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n°53DCBPEF-2025-129 du 3 septembre 2025 portant décision d'examen au cas par cas en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement relative à l'augmentation des capacités de production de cartons et de la consommation d'encres flexographiques de la société SAICA PACK FRANCE située 47-49 rue Etienne Lenoir sur la commune de Laval (faisant suite à sa demande déclarée complète le 31 juillet 2025) ;  
Vu le porter à connaissance déposé le 4 septembre 2025 relatif au parc des installations d'impression flexographique, aux consommations d'encre et de colles vinyliques, et aux capacités de production de l'installation ;

Délais et voies de recours page suivante

Pour la préfète et par délégation,  
Le sous-préfet, secrétaire général  
de la préfecture de la Mayenne,  
  
Roman LEAUSTIC

Le secrétaire général de la préfecture de la Mayenne, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

#### ARTICLE 4 :

Le présent arrêté sera notifié à la société SAICA PACK FRANCE par courrier en recommandé avec accusé de réception.

#### ARTICLE 3

Le présent arrêté est publié pour une durée minimale de deux mois, sur le site internet des services de l'Etat en Mayenne accessible sous le lien suivant :  
<https://www.mayenne.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement-eau-et-biodiversite/Installations-classees/Installations-classees-industrielles-carrieres/Mesures-de-police-administrative>

#### ARTICLE 2

La mise en demeure prise par arrêté préfectoral en date du 4 juillet 2025 à l'encontre de la société SAICA PACK FRANCE, exploitant des installations, de reproduction graphique et d'application de colles situées 47-49 rue Etienne Lenoir à Laval, est levée.

#### ARTICLE 1<sup>er</sup>

### AR R E T E

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Mayenne ;  
l'objet ;  
Considérant que dans ces conditions, il peut être mis fin à la mise en demeure dont l'exploitant a fait l'objet ;  
en date du 4 juillet 2025 susvisé ;  
Considérant que la société SAICA PACK FRANCE a adressé à la préfecture, le 4 septembre 2025, un rapport à connaissance répondant au point 2 de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral de mise en demeure  
Considérant que la société SAICA PACK FRANCE a adressé une demande d'examen au cas par cas déclarée complète le 31 juillet 2025, ayant fait l'objet, par arrêté préfectoral du 3 septembre 2025, d'une dispense d'étude d'impact, répondant au point 1 de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral de mise en demeure en date du 4 juillet 2025 susvisé ;  
Considérant que la société SAICA PACK FRANCE a adressé une demande d'examen au cas par cas déclarée complète le 31 juillet 2025, ayant fait l'objet, par arrêté préfectoral du 3 septembre 2025, d'une dispense d'étude d'impact, répondant au point 1 de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral de mise en demeure en date du 4 juillet 2025 susvisé ;  
des installations classées pour la protection de l'environnement ;  
administrative de ses activités de reproduction graphique relevant la rubrique 2450 de la nomenclature Touches, 47-49 rue Etienne Lenoir à Laval (53000) a été mise en demeure de régulariser la situation  
Considérant que par arrêté préfectoral du 4 juillet 2025, la société SAICA PACK FRANCE située Z.I. des  
Vu rapport de l'inspection des installations classées en date du 1<sup>er</sup> octobre 2025 ;

### **Voies et délais de recours**

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Nantes (6, allée de l'île Gloriette – 44041 Nantes Cedex 01) ou par voie électronique par l'intermédiaire de l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai 2 mois :

1° pour l'exploitant, ce délai commence à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés, ce délai commence à compter de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Mayenne.